

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 05/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

V 33 SA

Rue de la Croix Bernard
Hameau de la Muyre
39210 Domblans

Références : RD/MB/2025/C_112
Code AIOT : 0005900830

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement V 33 SA implanté Rue de la Croix Bernard Hameau de la Muyre 39210 Domblans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection inopinée réalisée à la suite d'une inspection documentaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- V 33 SA
- Rue de la Croix Bernard Hameau de la Muyre 39210 Domblans
- Code AIOT : 0005900830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Non

Le site industriel V33 de Domblans est le site principal de la société, ainsi que son siège social, qui formule et conditionne des produits chimiques et biocides à bases solvantée ou aqueuse, principalement des peintures, des cires et des résines commercialisées par la grande distribution. Il comprend des bâtiments tertiaires pour l'accueil des différentes directions (industrielles, R&D, systèmes d'informations...) et des bâtiments de production et de stockage. Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral et classé Seveso seuil bas. Il est également soumis à la réglementation applicable aux entrepôts.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Étiquetage biocides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 69	Demande d'action corrective	3 mois
2	Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide (optionnel)	Règlement européen du 22/05/2012, article 70	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient de faire figurer le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) sur toutes les étiquettes et mêmes celles produites par d'autres marques que celles de la société V33. Les date limites d'utilisation doivent être conformes à celles figurant dans l'AMM. Les fiches de données de sécurité (FDS) doivent mentionner le type d'utilisateur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 69
Thème(s) : Actions nationales 2025, Vérification de l'étiquette et de l'emballage du produit biocide

Prescription contrôlée :

Article 69 du BPR :

1. Les titulaires d'autorisation prennent les mesures nécessaires pour que les produits biocides soient classés, emballés et étiquetés conformément au résumé approuvé des caractéristiques du produit biocide, en particulier les mentions de danger et les conseils de prudence visés à l'article 22, paragraphe 2, point i), à la directive 1999/45/CE et, le cas échéant, au règlement (CE) n° 1272/2008.[...]

2. Outre le respect du paragraphe 1, les titulaires d'autorisation veillent à ce que l'étiquetage n'induisse pas en erreur quant au risque que présente le produit pour la santé humaine, pour la santé animale ou pour l'environnement ou quant à son efficacité et, en tout état de cause, ne comporte pas les mentions «produit biocide à faible risque», «non toxique», «ne nuit pas à la santé», «naturel», «respectueux de l'environnement», «respectueux des animaux», ou toute autre indication similaire. De plus, l'étiquette doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes:

- a) l'identité de chaque substance active et sa concentration en unités métriques;
- b) les éventuels nanomatériaux présents dans le produit et les risques spécifiques éventuels qui y sont liés, ainsi que le terme «nano» entre parenthèses après chaque mention de nanomatériaux;
- c) le numéro de l'autorisation accordée pour le produit biocide par l'autorité compétente ou la Commission;
- d) les nom et adresse du titulaire de l'autorisation;
- e) le type de formulation;
- f) les utilisations pour lesquelles le produit biocide est autorisé;
- g) les instructions d'emploi, la fréquence d'application et la dose à appliquer, exprimée en unités métriques de façon claire et compréhensible pour l'utilisateur, pour chaque utilisation prévue par les termes de l'autorisation;
- h) les indications relatives aux effets secondaires indésirables, directs ou indirects, possibles et les instructions de premiers soins;
- i) la phrase «Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi» et, le cas échéant, des avertissements destinés aux groupes vulnérables, dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative;
- j) des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant, le cas échéant, une interdiction de réutiliser l'emballage;
- k) le numéro ou la désignation du lot de la préparation et la date de péremption dans des conditions normales de stockage;
- l) le cas échéant, le délai nécessaire pour l'obtention de l'effet biocide, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation suivante du produit traité, ou l'accès suivant des hommes ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées; des indications concernant le nettoyage adéquat du matériel; des indications concernant les mesures de précautions à prendre durant l'utilisation et le transport;
- m) le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit biocide est limité;
- n) le cas échéant, des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non cibles et éviter la contamination de l'eau;
- o) dans le cas des produits biocides contenant des microorganismes, des exigences en matière d'étiquetage conformément à la directive 2000/54/CE.

Par dérogation au premier alinéa, si la taille ou la fonction du produit biocide l'exigent, les informations visées aux points e), g), h), j), k), l) et n) peuvent figurer sur l'emballage ou sur une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a assuré un contrôle par sondage en se focalisant sur les 5 produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - V33 traitement du bois multi-usages (AMM n° FR-2023-0047) ; - ELOS traitement bois poutres-charpentes (AMM n° 2019-0023) ; - Flexell traitement bois poutres-charpentes (AMM n° 2018-0073) ; - TX 202 xp traitement curatif puissant (AMM n° 2018-0096) ; - V33 traitement meubles et parquets - SPRAY (AMM n° 2018-0068). <p>L'évaluation globale de la conformité de l'étiquette et de l'emballage au résumé des caractéristiques du produit (RCP) biocide (annexe de la décision d'AMM) est présentée ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ELOS traitement bois poutres-charpentes : le titulaire de l'autorisation ne figure pas sur l'étiquette ; - FLEXELL traitement bois poutres-charpentes : le titulaire de l'autorisation ne figure pas sur l'étiquette ; - TX 202 xp traitement curatif puissant : sur l'étiquette figure aussi "CECIL Professionnel" comme nom commercial ; - SPRAY V33 traitement meubles et parquets : la taille de l'emballage (SPRAY de 400ml pour 520 ml prévu) et la durée de stockage (3 ans sur l'étiquette et 2 ans dans l'autorisation) sont différentes de celles de l'autorisation de mise sur le marché. .
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de compléter les étiquettes des produits ELOS et FLEXELL pour y faire figurer le nom du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché. Concernant le SPRAY V33 meubles et parquets, l'exploitant devra modifier ou justifier la taille du SPRAY et modifier la durée de conservation du produit en cohérence avec le résumé des caractéristiques du produit (RCP).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide (optionnel)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 70</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Vérification de la FDS du produit biocide</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Article 70 du BPR :</p> <p>Les fiches de données de sécurité pour les substances actives et les produits biocides sont établies et mises à disposition conformément à l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006, s'il y a lieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>La catégorie d'utilisateurs n'est pas indiquée pour les produits de traitement du bois ELOS, FLEXELL, et le SPRAY .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Faire figurer la catégorie d'utilisateurs sur les FDS des produits de traitement du bois ELOS, FLEXELL et le SPRAY meubles et parquets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>